

Ecrit par le 17 février 2026

Marie-Noëlle Lienemann & Michel Gontard : « nous sommes au paroxysme de la crise du logement »



Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du logement et présidente de la **Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM**, et **Michel Gontard**, président de **Grand Delta Habitat** et président directeur général d'**Axédia**, se sont réunis le jeudi 22 juin à Avignon pour aborder la crise du logement, en mettant notamment l'accent sur la question du logement social.

Ecrit par le 17 février 2026

La question du logement ainsi que les préoccupations qui l'entourent sont plutôt partagées au niveau national. La Fédération BTP, les promoteurs, ou encore le Mouvement HLM, ou encore les associations qui luttent pour les droits des plus démunis, tous montrent une inquiétude certaine.

« Nous sommes extrêmement inquiets et déçus, et certains même en colère, de l'exercice du Conseil national de la refondation (CNR) Logement par Madame Borne qui a mené vers des avis convergents », explique Marie-Noëlle Lienemann.

Des demandes sans réponses

Face à l'augmentation du prix de l'immobilier, à l'augmentation des intérêts, ainsi que la baisse des aides permettant un certain nombre d'opérations, notamment au niveau des logements les plus abordables, la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM a fait plusieurs demandes, aujourd'hui encore sans réponses.

« On nous annonce que le gouvernement veut signer un pacte de confiance avec le Mouvement HLM et pour l'heure, nous n'avons rien sur la table. »

Marie-Noëlle Lienemann

Restauration du Fonds d'aide à la pierre, restauration de la TVA à 5,5%, ou encore abandon du prélèvement de la réduction de loyer de solidarité (RLS), c'est ce qui a été demandé pour le Mouvement HLM. L'idée d'un encadrement du prix du foncier, elle, n'a pas été retenue. C'est donc les deux versants du logement social, locatif et accession, qui sont impactés.

Une chute alarmante de la construction en France

« On dit qu'il y a une chute de construction, mais pour construire, il faut allonger les prêts, mais il faut aussi des subventions et des fonds propres », explique Marie-Noëlle Lienemann. Sans prêt à taux fixe, mais avec un remboursement adossé au taux du livret A, la situation est plus compliquée, notamment pour les organismes qui manquent de fonds propres. Certains devraient même passer dans le rouge l'année prochaine. « Ce n'est pas le cas de Grand Delta Habitat », rassure Michel Gontard.

« On manque de logements, mais surtout de logements abordables »

Marie-Noëlle Lienemann

Ecrit par le 17 février 2026

L'ancienne ministre du logement déplore un trop-plein de résidences secondaires et l'explosion de plateformes telles qu'Airbnb, qui, selon elle, devraient être davantage régulées, car elles contribuent à l'augmentation des prix immobiliers. « L'état est convaincu qu'il n'y a pas besoin de construire mais il le disait déjà quand je suis devenue ministre en 1992, sauf que l'on observe plus en plus de carences de logement », ajoute-t-elle.

Une demande grandissante de logement HLM

Si le nombre de logements n'augmente pas, la demande, elle, ne cesse de grandir. Sur la dernière année écoulée, il y a eu une augmentation de 15% de cette demande sur toute la France. « Quand on regarde de qui viennent ces demandes, on remarque qu'il y a de plus en plus de salariés qui n'arrivent plus à payer leur logement dans le privé », affirme la présidente de la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM. Ainsi, la pression augmente elle aussi pour le logement social.

Sur les départements de Vaucluse et du Gard, 76% de la population sont éligibles au logement social en termes de revenus. Parmi ces 76%, 20% sont déjà propriétaires mais plus capables d'assumer l'entretien d'un logement convenable.

Un taux de constructions bien en-dessous des objectifs

Pour répondre à cette forte demande de logements HLM, il faudrait, dans l'idéal, construire entre 100 000 et 150 000 logements HLM par an (en locatif). Une idée qui, aujourd'hui, semble utopique pour Marie-Noëlle Lienemann. « Il faudrait déjà passer au-dessus de la barre des 100 000 logements, affirme-t-elle. Aujourd'hui, on est à 88 000. » Il y a cinq ans, la France comptait 120 000 à 130 000 logements HLM construits par an.

« On est très loin de pouvoir satisfaire la demande aujourd'hui »

Marie-Noëlle Lienemann

Bien que le Vaucluse ait enregistré sa 2^e année record pour l'immobilier, il y a une demande de 18 000 logements dans le département. Pour son département voisin, le Gard, cette demande est à 20 000, et à 280 000 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Si l'objectif est d'en produire 1000 cette année dans les départements de Vaucluse et du Gard, seulement la moitié sera réalisable. Quant à la région Paca, elle observa la construction de seulement 1000 logements. Des chiffres bien trop faibles, selon Michel Gontard.

Une crise qui s'étend

De nos jours, le budget alloué au logement constitue une part du revenu de plus en plus grande pour les Français qui peinent davantage à trouver un logement digne et abordable. Aujourd'hui, le prix du



Ecrit par le 17 février 2026

logement n'est plus en corrélation avec les sources de revenu des Français.

« Il y a une quinzaine d'années, le budget logement constituait environ 20% du revenu. Aujourd'hui, on est à plus de 30% »

Michel Gontard

Marie-Noëlle Lienemann tire la sonnette d'alarme concernant une inadaptation des prix. Si la crise touchait les plus démunis il y a quelques années, aujourd'hui, elle touche un spectre plus large, avec la classe moyenne. « On est au paroxysme de la crise du logement », concluent unanimement Marie-Noëlle Lienemann et Michel Gontard.